

« La dérive autoritaire, ca suffit » : plusieurs milliers de médecins libéraux manifestent à Paris et réclament des actes à Lecornu

PAR [LOAN TRANTHIMY](#) - PUBLIÉ LE 10/01/2026

Article réservé aux abonnés

Généralistes, spécialistes, internes et carabins ont défilé ce samedi 10 janvier par milliers à Paris pour dénoncer ce qu'ils qualifient de « dérive autoritaire » du système de santé et réclamer des réponses concrètes du Premier ministre Sébastien Lecornu. Sifflets, chansons reprises en chœur et slogans ont rythmé une mobilisation mêlant gravité des messages et énergie collective. Entamée lundi 5 janvier, la grève doit se poursuivre jusqu'au 15 janvier.



Crédit photo : Samuel Sotto / Phanie

Devant le portrait géant de Robert Badinter, la place du Panthéon est blanche de blouses ! Mais c'est bien une colère noire qui gronde. Il est un peu plus de 13 heures lorsque, lentement, des médecins libéraux par petits groupes se pressent sous un froid mordant pour préparer une manifestation qui se veut historique.

Beaucoup se connaissent, se reconnaissent. On se serre la main, on s'embrasse, on plaisante. L'ambiance est agréable mais derrière les sourires affleure une gravité assumée : si les médecins sont là par milliers aujourd'hui, ce n'est pas par plaisir ou habitude mais par nécessité. Tous dénoncent une « *dérive autoritaire* » qui menace selon eux leur liberté d'exercice, appelant le Premier ministre Sébastien Lecornu à leur faire des propositions.

Des sifflets et la musique ponctuent le début de la manifestation dans les rues de la capitale, tandis qu'une enceinte diffuse / *wanna dance with somebody* de Whitney Houston, reprise en chœur par certains manifestants.

À LIRE AUSSI

[En direct] Grève des médecins : des milliers de praticiens dans la rue à Paris, Rist sous pression... les dernières infos

« *Maltraiter les soignants, c'est maltraiter les patients* », proclame la banderole de tête portée par les syndicats représentatifs des professionnels. Mais d'autres slogans fusent : « *Non au PLFSS, oui à la liberté de soigner* », « *Non à la MSO, oui à la liberté de prescription* », « *Cancer, AVC, non au rationnement de vos arrêts* », « *On soigne les patients et non pas des tableaux Excel* ».



Au micro du *Quotidien*, la Dr Mélanie Rica-Henry, membre du collectif Médecins pour demain, insiste sur ce qui revient dans les discussions : « *Nous ne demandons pas d'argent pour nous, nous nous battons pour nos patients et le système de santé* ». Une médecin précise être venue « *parce que le métier n'est plus reconnaissable* ». « *On nous parle de budgets, de contrôles, de restrictions. Jamais de médecine, jamais de temps passé avec les patients* », confie la généraliste.

La mesure phare qui cristallise la colère, c'est la mise sous objectifs (MSO) imposée en première intention pour les arrêts de travail (dans le projet de loi sur les fraudes). Dans le cortège, la Dr Aurélie David-Gruselle, généraliste à Saint-Genix-sur-Guiers, en Savoie, décrit la genèse de sa colère : « *On saccage la relation avec nos patients* », confie-t-elle. La médecin pointe la pression administrative : « *On nous demande aussi de nous connecter au DMP. En zone rurale, la fibre n'est pas toujours là. Parfois, il faut dix minutes juste pour accéder au dossier...* »

À LIRE AUSSI

Surprescripteurs d'arrêts maladie : la MSO imposée en première intention met la profession en émoi

Un peu plus loin, le Dr Anthony Pasquier, installé depuis janvier 2025 à Yffignac (Côtes d'Armor), affirme avoir fait la grève totale depuis le 5 janvier. « *Ce qui m'a le plus choqué, c'est que la Sécu ne veut plus rembourser les patients qui ont un médecin en secteur 3. Là, on change de paradigme : on n'est plus dans un système de santé égalitaire* ». Non syndiqué jusqu'à présent, le généraliste affirme vouloir le faire maintenant.



Ce n'est pas le cas de la Dr Marie-Pierre Courthaliac. Généraliste dans le Puy-de-Dôme, elle est membre du collectif pour une médecine libre et indépendante (Comeli) et préfère mettre en avant la dimension humaine et éthique de la mobilisation. « *On est là pour défendre la médecine libre face à une dictature administrative qui nous empêche de soigner dans l'intérêt du patient. On attend de vrais états généraux de la santé, avec tous les partenaires autour de la table, pour réfléchir au chemin d'une médecine humanisée.* »

Fixation unilatérale des tarifs médicaux ?

Un autre point urticant entendu tout au long de la manifestation reste la possibilité donnée au directeur de l'Assurance-maladie de fixer unilatéralement certains tarifs médicaux. Le Dr Sébastien Thiriat, radiologue en Alsace, accompagné du Dr François Chavatte, vice-président de la Fédération des médecins radiologues (FNMR), arbore une pancarte demandant la démission de Thomas Fatôme, le DG de la Cnam. « *Thomas Fatôme a provoqué l'échec des négociations conventionnelles pour décider seul de baisses tarifaires. Résultat : arrêt des investissements, licenciements, fermeture de centres de proximité.* », déclarent en chœur les deux spécialistes.

À LIRE AUSSI

« Fatôme démission... » : le DG de la Cnam ciblé par certains collectifs médicaux

Selon eux, « *les négociations conventionnelles doivent rester centrales* », car elles permettent à ceux qui connaissent le métier de discuter avec des administratifs qui « *ne le connaissent pas* ». La Dr Johanna Mychaluk, gynécologue-obstétricienne libérale installée à Compiègne, résume l'état d'esprit. « *S'il n'y a plus de négociations conventionnelles demain, quel intérêt a-t-on d'être conventionné ? Car si le directeur général de l'Assurance-maladie décide de tout, ce n'est plus une convention, mais une dictature ! Ce qui a été retiré du PLFSS, nous ne sommes pas dupes, cela reviendra à un moment.* »

Sanctuariser la convention

Par cette mobilisation historique, la profession veut envoyer un signal clair aux politiques : les décisions sur l'avenir de l'exercice libéral (tarifs, prescriptions, DMP, etc.) ne peuvent plus se prendre sans les praticiens directement concernés. Face à ce qu'ils qualifient de « *dérive autoritaire* », les syndicats demandent au Premier ministre Sébastien Lecornu de prendre position et de formuler rapidement des propositions concrètes.

L'intersyndicale explique avoir refusé tout rendez-vous avec la ministre de la Santé Stéphanie Rist, estimant qu'elle connaissait déjà depuis longtemps « *les points bloquants* ». Les revendications sont martelées : sanctuariser la convention, garantir la liberté d'installation et d'exercice, préserver l'accès aux soins sur tout le territoire. La grève se poursuivra jusqu'au 15 janvier. Dès demain, et en début de semaine prochaine, la fermeture de blocs opératoires dans les cliniques privées devrait continuer à accroître la pression.

Mouvements Sociaux Grève Manifestation Négociations Conventionnelles